

# POINT FORT

## La transition énergétique en Suisse n'a que peu avancé depuis quatre ans

**ÉNERGIE.** L'envolée des prix des énergies fossiles causée par la guerre en Iran rappelle la crise provoquée par le conflit russo-ukrainien, mais les appels à la transition sont restés lettre morte.

**Christian Affolter**

Le bond du prix des énergies fossiles provoqué par la guerre au Moyen-Orient en début de semaine, qui a vu le baril de brut tutoyer les 120 dollars, a laissé craindre une poussée de l'inflation y compris en Suisse. Les dernières déclarations de Donald Trump évoquant une fin rapide de la guerre en Iran ont été suivies mardi par une retombée rapide des cours du pétrole et du gaz. Les prix européens des deux énergies fossiles restent néanmoins supérieurs d'un tiers à 50% à ceux d'avant le début des attaques américano-israéliennes. La flambée des prix et les corrections importantes rappellent ce qui s'est passé au printemps 2022 après l'éclatement de la guerre en Ukraine.

La crise d'il y a quatre ans s'était traduite en Suisse par une forte demande pour des installations d'énergies renouvelables, essentiellement panneaux photovoltaïques et pompes à chaleur. Toutefois, ce mouvement «a été très vite oublié», constate le cofondateur et directeur suisse du cabinet de conseil e-cube Nicolas Charton, rappelant qu'en plus de la hausse des prix, le pays avait été confronté à un risque de pénurie.

### Contre-balancement économique

Plusieurs interlocuteurs consultés par L'Agefi restent prudents par rapport aux effets potentiels de la guerre en Iran sur la demande en énergies renouvelables. «Ils dépendront de la durée de la crise, et nous arrivons à la fin de l'hiver», relève Nicolas Charton. «Le déclencheur le plus fort est d'ordre économique. En 2022, l'installation d'une batterie était rentabilisée en une année.»

Responsable du domaine énergies renouvelables de la Fondation Energie (SES), Léonore Hälg estime à une année la durée de prix élevés nécessaire à un nouveau sur-saut de la demande.

Auteur principal d'une étude démontrant que la Suisse pourrait largement couvrir elle-même ses besoins en énergie d'ici à 2050, Jonas Schnidrig évoque un contre-balancement en fonction de l'intérêt économique: «Si les importations continuent de coûter cher en raison des conflits géopolitiques, le modèle d'affaires actuel basé sur des coûts courants faibles grâce à des importations bon marché pourrait basculer vers des investissements plus élevés en Suisse, avec en contrepartie des coûts d'exploitation



**Indépendance.** La Suisse pourrait largement couvrir elle-même ses besoins énergétiques d'ici à 2050. Mais le pays n'a que légèrement gagné en autonomie depuis le début du conflit russo-ukrainien.

plus bas et plus stables.» Léonore Hälg observe que malgré ce dernier avantage, chez les particuliers notamment, les coûts d'investissement à court terme représentent un obstacle, par exemple, à l'installation d'une pompe à chaleur.

### L'autonomie ne se prolonge que de quelques jours

La SES calcule la date à partir de laquelle la Suisse doit compter sur l'étranger pour combler ses besoins énergétiques. En 2022, elle se

situait au 12 avril. Chaque année, cette échéance recule de quelques jours, tombant sur le 19 avril en 2025. Et pour 2026, dont les calculs sont basés sur les statistiques 2024 avec une production hydraulique exceptionnellement élevée, elle sera «une semaine plus tard que l'année précédente», estime sa responsable du domaine énergies renouvelables Léonore Hälg.

Cela tend à démontrer que depuis la crise russo-ukrainienne, le pays a légèrement

gagné en autonomie énergétique. A plus longue échéance, si la production indigène ne couvrirait que 15% de la consommation dans les années 1970, cette part, principalement issue de sources renouvelables, a atteint 32,4% en 2024 (voir graphique en page 3). Et selon les données de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), en Europe, seuls Malte et l'Irlande ont besoin de moins d'énergie par unité de PIB. De 2000 à 2023, l'intensité énergétique

a diminué de 56% au sein de l'industrie, et de 40% du côté des services.

Pour ce qui est de l'électricité, la part du nucléaire s'est repliée d'une dizaine de points de pourcentage en dix ans, pour atteindre 28%, selon les statistiques de l'Office fédéral de l'énergie (Ofen). Elle a été remplacée par le solaire, dont l'importance a été multipliée par six, et l'hydraulique, grâce notamment à une pluviométrie très favorable en 2024 (+3 points). L'énergie éolienne,

en revanche, reste à la portion congrue (0,2%). Et sans le nucléaire, la production suisse annuelle ne parviendrait pas à couvrir les besoins.

Parmi les différentes sources d'énergie, la part des énergies fossiles a diminué de 7 points de pourcentage en dix ans, à 58,3% en 2024 (voir graphique en page 3). Au contraire, l'électricité, les pompes à chaleur et le chauffage à distance ont gagné en importance, attestant d'une transition en cours.

### Accroître l'indépendance grâce à la transition

L'indépendance accrue est «l'un des avantages majeurs de la transition énergétique», estime Nicolas Charton. «Nous avons connu deux crises avec des prix qui explosent, quelque chose que la Suisse ne maîtrise absolument pas. Il faut réintégrer cet aspect-là dans les calculs», ajoute-t-il. Pour Jonas Schnidrig, ce sont les installations photovoltaïques sur les toits d'immeubles existants qui offrent le plus grand levier supplémentaire. Toutefois, comme son préopinant, il souligne que tous les différents éléments – photovoltaïque, éoliennes, hydraulique, réseaux – doivent s'imbriquer les uns les autres pour former un «système stable». Il est donc vain de ne vouloir accélérer qu'un seul d'entre eux. Cependant, rappelle Nicolas Charton, grâce aux gains d'efficacité, il n'est pas nécessaire de remplacer toute l'énergie actuellement utilisée. Dans le domaine de la mobilité, le passage à l'électricité divise la consommation par trois. Et le recours à une pompe à chaleur utilise jusqu'à cinq fois moins d'énergie qu'un chauffage traditionnel. ■

## La flambée du brut pourrait profiter aux finances genevoises

L'envolée des prix du pétrole liée au conflit au Moyen-Orient pourrait avoir des effets contrastés pour Genève. Si une énergie chère pèse sur les consommateurs et sur une partie de l'économie, elle peut en revanche bénéficier aux grands négociants en matières premières installés dans le canton, comme Mercuria, Vitrol ou Trafigura, et donc au canton avec d'éventuelles retombées fiscales.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022 avait dopé les résultats des sociétés de négoce. Le canton avait alors enregistré un excédent d'environ 1,3 milliard de francs, tandis que le budget initial prévoyait un déficit de 295 millions. Les revenus fiscaux des entreprises s'étaient révélés bien supérieurs aux attentes grâce aux bénéfices exceptionnels du secteur.

Le négoce des matières premières a généré en 2024 une valeur ajoutée estimée à 19,2 milliards, selon l'Office fédéral de la statistique. Sur ce montant, 11,2 milliards proviennent du canton de Genève, selon les chiffres de l'Office cantonal de la statistique (Ocstat) de septembre 2025.

### Des retombées estimées par les entreprises

Pour John Plassard, responsable de la stratégie d'investissement chez Cité gestion, l'impact pourrait être ambivalent. «Une hausse durable des prix de l'énergie peut mécaniquement augmenter certaines rentrées fiscales, notamment si elle améliore les bénéfices des entreprises et leurs revenus imposables, ainsi que les taxes liées à la consommation énergétique.» Mais l'expert rappelle que l'histoire éco-

nomique montre un effet souvent temporaire: «A moyen terme, un choc énergétique tend à ralentir l'activité.»

Pour affiner ses prévisions, l'administration fiscale cantonale s'appuie sur un sondage adressé plusieurs fois par an aux principaux contribuables, dont le dernier a été envoyé fin 2025. Cette démarche lui permet de disposer d'éléments concrets, par exemple pour mesurer les effets possibles d'une hausse des prix de l'énergie sur les résultats des entreprises.

Contactée, la grande argentièrre du canton Nathalie Fontanet reste prudente: «A ce stade, il n'est pas possible de prévoir si la situation au Moyen-Orient aura des impacts positifs sur les recettes fiscales. Des entreprises pourraient bénéficier de la volatilité de marchés, d'autres pourraient à l'inverse en pâtir.»

Même prudence chez l'association professionnelle Suisssenégoce, qui met elle aussi en garde contre toute estimation hâtive. «Anticiper d'éventuelles retombées fiscales pour le canton dans un tel contexte serait non seulement hasardeux, mais profondément déconnecté de la réalité à laquelle nos membres font face au quotidien», rappelant que «la situation évolue d'heure en heure».

### Un budget cantonal sous tension

Le budget 2026, dont le déficit est estimé à près de 687 millions de francs, a été rejeté par le Grand Conseil en décembre. Dans l'attente d'un nouveau projet attendu le 30 mars, qui devra encore être validé par les députés probablement d'ici à juin, l'Etat fonctionne avec le système des «douzièmes provisoires». **Nathalie Praz**